

NOTE DE SERVICE

N° 08-054-B1 du 15 décembre 2008

NOR : BUD R 08 00054 N

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

ÉLECTIONS PRUD'HOMALES - SCRUTIN DU 3 DÉCEMBRE 2008

ANALYSE

Dépenses à la charge de l'État

Date d'application : 15/12/2008

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES ; ÉLECTION ;
CONSEIL DE PRUD'HOMMES ; PROPAGANDE ÉLECTORALE ;
COMMISSION DE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS ÉLECTORALES ; PRÉFECTURE ; COMMUNE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Note de service n° 02-131-B1 du 26 décembre 2002

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	CBCM	TPG	DOM									

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

*Sous-direction des dépenses de l'État et opérateurs
Bureau CE-2A*

SOMMAIRE

1. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	3
2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES DÉPENSES	3
2.1. Dépenses de propagande	3
2.1.1. Remboursement des frais de propagande aux candidats (compte 614 12 – Code SB).....	3
2.1.2. Dépenses des commissions de propagande	4
2.2. Dépenses des commissions de contrôle des opérations de vote.....	5
2.2.1. Indemnités des membres des commissions de contrôle (compte 641 134 - Code YT).....	5
2.2.2. Frais de déplacement des membres des commissions de contrôle	5
2.3. Indemnisation des communes (compte 653 1213 - Code 8J).....	5
2.3.1. Participation à l'établissement des documents électoraux	5
2.3.2. Frais de fonctionnement des assemblées.....	6
2.3.3. Frais d'affranchissement	6
2.3.4. Frais de transport des documents et de déplacement des agents communaux	6
2.4. Indemnisation des préfectures	6

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE : Imputations budgétaires et comptables.....	8
---	---

La présente note de service a pour objet de préciser à Messieurs les Chefs des Départements comptables du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales et du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, à Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux la nature et les modalités de règlement des dépenses imputables au budget de l'État au titre des élections prud'homales du [3 décembre 2008](#).

1. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

Les élections prud'homales visent à élire les représentants des salariés et des employeurs aux conseils de prud'hommes.

Ce scrutin se réfère pour les modalités particulières de son organisation au Code du travail et, le cas échéant, pour certaines dispositions générales, au Code électoral et instructions complémentaires définies par le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales dans le cadre des élections politiques.

[L'article L 1441-1 du Code du travail](#) prévoit deux collèges (électeurs salariés et électeurs employeurs).

Les sections sont au nombre de cinq (industrie, commerce, agriculture, activités diverses, encadrement).

Ces dépenses sont imputables au programme 111-02-02 « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations de travail - élection des conseillers prud'homaux » du budget du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité (Code ministère 36).

Les dispositions ci-après se fondent notamment sur la circulaire du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité n° DGT 2008/08 du 25 septembre 2008 dont un extrait figure dans le portail Magellan « FCE/Dépenses ».

Les dépenses sont mandatées au niveau déconcentré par le préfet de département sur le Code 070.

Le budget opérationnel de programme (BOP) à partir duquel ces crédits sont mis en œuvre est placé au niveau central. Les NAPA et les DCP relatives au titre 2 (dépenses de personnel) sont typées « autres » pour des raisons tenant au calendrier de fin de gestion. Elles ne sont donc pas éligibles à la procédure de PSOP sur la gestion 2008.

En termes de contrôle, les dépenses électorales relèvent de la nature de dépenses « barémées » du référentiel indicatif du CHD. Elles sont soumises à un contrôle sélectif par sondages.

En l'absence d'autres références, les articles visés ci-après se rapportent aux dispositions du Code du travail.

2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES DÉPENSES

2.1. DÉPENSES DE PROPAGANDE

2.1.1. Remboursement des frais de propagande aux candidats (compte 614 12 – Code SB)

Aux termes de [l'article D 1441-97](#), l'État rembourse aux listes de candidats ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés dans une section de l'un ou l'autre des collèges, *le coût du papier et les frais d'impression des circulaires et des bulletins de vote*.

Le nombre des documents de propagande que les listes de candidats sont autorisées à imprimer est fixé comme suit (articles D 1441-85 à 88, article [R 39 du Code électoral](#)) :

- pour les bulletins de vote¹, à deux fois le nombre des électeurs dont la liste sollicite les suffrages, majoré de 10 % ;

¹ format 148 x 210 jusqu'à 31 noms, format 210 x 297 au-delà, papier blanc, encre noire

- pour les circulaires², au nombre des électeurs dont la liste sollicite les suffrages, majoré de 5% ;

Pour ouvrir droit à remboursement, les circulaires et bulletins doivent être imprimés sur du papier de qualité écologique.

Aux termes de [l'article D 1441-98](#), un arrêté préfectoral fixe la tarification *maximale* applicable après avis de la commission départementale constituée à cet effet.

Les frais précités ne peuvent concerner que des dépenses réellement exposées, sur présentation des pièces justificatives, conformément aux règles de tarification arrêtées. Les frais d'affichage ne sont pas pris en compte.

Le remboursement des frais de propagande étant consécutif à des commandes passées par les organisations elles-mêmes, les sommes dues ne peuvent donner lieu à intérêts moratoires.

Le mandat sera appuyé des pièces justificatives suivantes :

- un exemplaire de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- les factures des imprimeurs revêtues du visa du président ou du secrétaire de la commission de propagande ;
- la mention en pourcentage du nombre de suffrages exprimés recueillis.

Le paiement doit être effectué au bénéfice des listes de candidats ayant régulièrement déposé une déclaration de candidatures. Toutefois, à titre de simplification, il est admis que le paiement puisse être fait entre les mains des imprimeurs, sur demande écrite des listes de candidats. Dans ce cas, cette demande qui vaut mandat sous seing privé, doit obligatoirement figurer à l'appui du dossier de mandatement.

2.1.2. Dépenses des commissions de propagande

Aux termes de [l'article D 1441-89](#), une commission de propagande est constituée par arrêté du préfet afin de procéder à l'envoi et la distribution aux électeurs des documents électoraux.

L'État prend en charge les dépenses provenant des opérations effectuées par ces commissions ainsi que celles résultant de leur fonctionnement, conformément à [l'article D 1441-100](#).

2.1.2.1. Fonctionnement des commissions de propagande (titres 2 et 3)

Ces dépenses comprennent :

- la mise sous pli des documents de propagande et l'adressage des enveloppes ;
- la rémunération et les charges sociales des personnels éventuellement recrutés spécifiquement ;
- les frais liés au fonctionnement de la commission (frais de manutention, mise en place des bulletins de vote dans les mairies, location de salles,...).

La rémunération individuelle pour les agents chargés de l'encadrement comme pour ceux n'assurant que l'exécution du libellé et de la mise sous pli ne peut excéder la somme de 915 €, par référence au montant de l'indemnité pour travaux supplémentaires fixé à l'article 2 de [l'arrêté du 10 septembre 2008](#) relatif à certains frais concernant les élections prud'homales.

L'imputation comptable afférente aux rémunérations (titre 2), quel que soit le statut des personnels employés, est le compte 641 134 (Code alphanumérique YT) intitulé « Vacances non indexées sur le point ».

Concernant l'imputation des frais de fonctionnement (titre 3), il convient de se reporter à l'annexe 1.

² format 210 x 297, papier blanc, encre noire

2.1.2.2. Frais de déplacement des membres des commissions de propagande

Conformément aux dispositions de [l'article R 33 du Code électoral](#), les présidents et membres des commissions de propagande perçoivent, lorsque la commission siège en dehors de leur lieu de résidence, des frais de transport, dans les conditions prévues :

- par le [décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006](#) fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
- par [l'arrêté du 3 juillet 2006](#) modifié par [l'arrêté du 26 août 2008](#) fixant le taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 ;
- par [l'arrêté du 27 décembre 2006](#) modifié par [l'arrêté du 13 mars 2008](#) portant politique du voyage des personnels civils du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

2.1.2.3. Indemnité des secrétaires de commissions de propagande (compte 641 134 – Code YT)

Une indemnité est allouée au secrétaire de chaque commission de propagande, calculée à raison de 0,21 € par centaine d'électeurs inscrits, arrondie à la centaine supérieure, dans la limite du plafond susvisé, fixé à 915 €. Le cumul de cette indemnité avec une autre rémunération pour travaux supplémentaires effectués à l'occasion de la même élection n'est possible que dans cette limite.

2.2. DÉPENSES DES COMMISSIONS DE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS DE VOTE

Conformément à [l'article D 1441-37](#), lorsqu'il existe dans un département au moins une ville de plus de 100.000 habitants, le préfet peut instituer par arrêté une ou plusieurs commissions chargée(s) de veiller au bon déroulement des opérations du scrutin.

2.2.1. Indemnités des membres des commissions de contrôle (compte 641 134- Code YT)

Il est alloué, aux différents membres de la commission de contrôle, une indemnité forfaitaire dont le montant, fixé par l'article 5 de [l'arrêté du 10 septembre 2008](#) susvisé, est le suivant :

- président (63,60 €) , membres (50,60 €) , délégués (39,00 €).

2.2.2. Frais de déplacement des membres des commissions de contrôle

Les frais de déplacement des membres de la commission de contrôle sont remboursés dans les mêmes conditions que ceux afférents à la commission de propagande (cf supra 2.1.2.2.).

2.3. INDEMNISATION DES COMMUNES (COMPTE 653 1213 - CODE 8J)

Aux termes du [décret n° 87-352 du 26 mai 1987](#), l'État indemnise les communes pour leur participation à l'établissement des listes électorales, la tenue des assemblées le jour du vote et certains frais postaux ou de transport de documents.

2.3.1. Participation à l'établissement des documents électoraux

Il convient de rappeler le caractère particulier des élections prud'homales qui requiert de dresser des listes électorales professionnelles.

Le montant de l'indemnité attribuée aux communes est pour la ville de Paris, de 0,30 € par électeur inscrit dans les mairies d'arrondissement et, pour les autres communes de 0,20 € par électeur inscrit.

Ces frais couvrent les listes d'émargement, les cartes électorales et pour Paris, l'expérimentation du vote électronique.

2.3.2. Frais de fonctionnement des assemblées

Elles recouvrent l'aménagement des lieux de vote et leur remise en état après le scrutin, les frais relatifs aux panneaux d'affichage (achat, entretien, installation et enlèvement) et les frais de manutention engagés à cet effet hors des heures ouvrables.

Le montant de la subvention est fixé à 0,10 € par électeur inscrit et 44 € par bureau de vote, géographiquement distincts ou, dans un même lieu, par collège.

Pour les communes de Bobigny et Villeneuve Saint-Georges, sièges d'un conseil de prud'hommes auquel sont rattachées des zones aéroportuaires, ces taux sont portés à 0,30 € par électeur inscrit dont le lieu de travail est situé sur cette zone et à 150 € par bureau de vote implanté sur ladite zone.

2.3.3. Frais d'affranchissement

L'expédition des cartes électorales est effectuée directement par le ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Les autres dépenses d'affranchissement engagées par les communes seront prises en charge au vu de la production des justificatifs, notamment les envois des documents et listes au centre de traitement prud'homal.

2.3.4. Frais de transport des documents et de déplacement des agents communaux

Les frais de déplacement des personnels communaux ayant utilisé leur véhicule personnel pour transporter les documents électoraux peuvent être remboursés sur la base des textes applicables aux frais de déplacement des personnels civils lorsqu'ils sont à la charge du budget de l'État, en application des décrets susvisés au paragraphe 2.1.2.2.³.

De même, les frais d'acheminement par un prestataire de service des documents au centre de déclaration prud'homale, peuvent être pris en charge, si ce mode de transport se révèle plus économique que celui de la Poste.

N.B. : Les frais de formation des personnels communaux au centre de traitement de Massy-Palaiseau ont été directement pris en charge par l'administration centrale.

2.4. INDEMNISATION DES PRÉFECTURES

Les préfectures contribuent à l'organisation du scrutin par l'exécution de certaines tâches tenant à la préparation et à l'organisation du scrutin qui requièrent des moyens en personnel et lui font supporter des frais particuliers.

Ces dépenses sont à la charge du budget du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité sur les crédits déconcentrés délégués à cet effet.

Elles concernent :

- l'impression des documents électoraux nécessaires au scrutin, conformément à la circulaire du 19 août 2008 relative aux imprimés et affiches ;
- les frais de transport des procès-verbaux concernant leur collecte et leur acheminement entre les différentes instances chargées de la centralisation des résultats auprès de la commission de recensement des résultats ([articles D 1441-156-157](#) et [162](#)) ;
- les frais spécifiques à la centralisation des résultats tenant à la permanence téléphonique le soir du scrutin et à la transmission des résultats (frais de personnel, coûts des communications de téléphonie, télécopie, messagerie, internet) ;

³ les frais de déplacement des agents communaux ayant assisté aux journées de formation organisées par le ministère à Massy Palaiseau en janvier et février 2008 ont été directement pris en charge par le ministère.

- les frais d'affranchissement relatifs à la diffusion des informations aux communes ;
- les frais de transport et de déplacement des agents préfectoraux⁴ ;
- les indemnités allouées aux agents préfectoraux pour travaux supplémentaires ([décret n° 2004-143 du 13 février 2004](#)).

Les indemnités allouées aux agents préfectoraux pour travaux supplémentaires ne peuvent excéder un plafond fixé individuellement à 610 €, pouvant être porté à 915 € dans la limite maximum de 20 % des bénéficiaires.

Cette indemnité, versée au titre de l'organisation des scrutins (permanences,...), est cumuleable avec celle afférente aux travaux de mise sous pli.

Il est rappelé que ces rémunérations comme toutes celles versées à l'occasion des élections, sont soumises à déclaration.

Toute difficulté d'application de la présente note de service devra être signalée à la direction générale sous le timbre du bureau CE-2A (téléphone 01.53.18.83.70) ou par mél : (bureau.ce2a@dgfip.finances.gouv.fr).

LE SOUS-DIRECTEUR
CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION « DÉPENSES DE L'ÉTAT ET OPÉRATEURS »

FRANÇOIS TANGUY

⁴ les frais de déplacement des agents préfectoraux ayant assisté aux journées de formation organisées par le ministère à Massy Palaiseau entre novembre 2007 et janvier 2008 ont été directement pris en charge par le ministère.

ANNEXE : Imputations budgétaires et comptables

Programme 111 - Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail - Action 02 -
Sous action 02 - Hors Personnel - Autres titres – article de prévision 02 - Article d'exécution 21

Objet de la dépense	Code alpha-numérique	Titre/catégorie	Compte PCE
Logiciels acquis	AD	52	20531
Concessions et droits similaires, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	AE	52	20551
Avances versées sur logiciels	DU	52	23715
Fournisseurs : avances sur commandes	4V	31	4091
Achats non stockés : papier, cartons	LM	31	606153
Achats non stockés : autres matières premières et fournitures et non ventilé	LT	31	60618
Achats non stockés : essences, gas-oil et carburants	LY	31	606215
Achats non stockés : imprimés pour élections	MH	31	606261
Achats non stockés : autres imprimés et brochures	MJ	31	606271
Achats non stockés : fournitures informatiques	MM	31	606273
Achats non stockés : postes de travail	MX	31	606611
Achats non stockés : imprimantes	MZ	31	606613
Achats non stockés : divers mobiliers	NC	31	60663
Achats non stockés : autres petits équipements	ND	31	60668
Assistance à la maîtrise d'ouvrage informatique	NJ	31	611111
Assistance à la maîtrise d'œuvre informatique	NK	31	611112
Assistance informatique aux utilisateurs	NM	31	611114
Autres contrats de sous-traitance de services informatiques	NN	31	611118
Locations de véhicules	PH	31	611322
Locations de matériels informatiques et télécommunications	PK	31	611324
Locations de matériels et mobiliers de bureau	PL	31	611325
Autres locations mobilières	PM	31	611328
Autres assurances	QS	31	61168
Etudes générales	QT	31	61171
Etudes d'évaluation et d'impact	QV	31	61173
Abonnements	QX	31	611811
Livres	QY	31	611812
Autres services extérieurs divers	RG	31	61188
Campagnes électorales radiotélévisées	SA	31	61411
Frais de propagande électorale	SB	31	61412
Autres charges de publicité, publications, relations publiques	SC	31	6148
Frais de stage - transports et déplacements	TG	31	61541
Frais de stage – indemnités logement et nourriture (nouveau)	TH	31	61542
Autres transports de biens et déménagement	UC	31	61572

ANNEXE (suite et fin)

Objet de la dépense	Code alpha-numérique	Titre/catégorie	Compte PCE
Autres frais postaux	UJ	31	61618
Téléphonie fixe	UK	31	61621
Téléphonie mobile	UL	31	61622
Internet	UM	31	61623
Autres frais de télécommunications et non ventilés	UQ	31	61628
Nettoyage	VD	31	61811
Gardiennage	VF	31	6182
Prestations de service de voyages	VH	31	6184
Travaux d'impression	VJ	31	6185
Intérêts moratoires	WK	31	6221
Indemnités, dommages et intérêts	WL	31	6222
Autres pénalités et condamnations	WM	31	6228
Remboursements forfaitaires des dépenses de campagne aux candidats	XM	31	6283
Transferts directs aux communes et établissements de coopération intercommunale – fonctionnement ou non différenciés	8J	63	6531213

Programme 111 - Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail - Action 02- Sous action 02 - Dépenses de personnel – titre 2 - - article de prévision 01 Article d'exécution 21

Objet de la dépense	Code alphanumérique	Titre/catégorie	Compte PCE
Vacations non indexées sur le point	YT	21	641134
Astreintes	C4	21	641256

